



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Arrêté préfectoral DCPAT n°2024-383 du 16 septembre 2024, mettant en demeure la société METAUX 116 de respecter les articles 6.III, 15.I et 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple qu'elle exploite au 116, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers.

**Le préfet des Hauts-de-Seine,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

Vu le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination de monsieur Pascal Gauci, en qualité d'administrateur de l'état hors classe, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de Nanterre (classe fonctionnelle I),

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, (NOR : TREP1723392A),

Vu l'arrêté SGAD n°2024-34 du 8 août 2024 portant délégation de signature à monsieur Pascal Gauci, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 21 mai 2024, dans l'établissement qu'exploite la société METAUX 116 sis au 116, route du Moulin de Cage à Gennevilliers, constatant le non respect des certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, à savoir :

- article 6.III relatif au contrôle de la liste des appareils à pression,
- article 15.I relatif à la vérification des échéances de l'inspection périodique,
- article 18.I relatif à la vérification des échéances de la requalification périodique,

Vu le rapport de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de la direction départementale des Hauts-de-Seine de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT), en date du 21 août 2024, proposant au préfet de mettre en demeure la société METAUX 116, pour le non respect constaté aux dispositions 6.III, 15.I et 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité,

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date 21 août 2024, transmettant à l'exploitant le rapport précité du 21 août 2024 proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à son encontre et l'informant de la possibilité de formuler des observations, dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant,

Considérant que, lors de visite réalisée le 21 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté, le non-respect de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité ;

- qu'aucune vérification périodique ou requalification périodique n'avait été effectué sur son compresseur de la marque Mécafer de 1998,
- l'absence de liste permettant de tenir à jour chaque équipement présent sur le site et dans lequel doit être indiqué le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection ainsi que de la dernière et de la prochaine requalification périodique
- que cette liste ne pouvait donc pas être mise à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression,

Considérant que, lors de visite réalisée le 21 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté, le non-respect de l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité, car les inspections périodiques des équipements sous pression n'ont jamais été réalisées depuis leur mise en service,

Considérant que, lors de visite réalisée le 21 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté, en méconnaissance de l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité que la requalification périodique des équipements sous pression n'ont jamais été réalisée depuis leur mise en service,

Considérant que le non-respect de ces dispositions constitue des non-conformités notables,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société METAUX 116, représentée par son directeur, exploite des équipements sous pression et des récipients à pression simples réglementés par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 situés au 116, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers, est mis en demeure, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions des articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société METAUX 116 est mise en demeure de respecter l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité. Elle doit :

- mettre en place les mesures permettant d'effectuer les vérifications périodiques ou les requalifications périodiques de son compresseur de la marque Mécafer de 1998,
- tenir à jour la liste de chaque équipement dans lequel doit être indiqué, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et la prochaine inspection ainsi que de la dernière et la prochaine requalification périodique.

Cette liste, une fois mise en place, doit être mise à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

ARTICLE 3 :

La société METAUX 116 est mise en demeure de respecter l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité. Elle doit :

- soit se mettre en conformité en mettant en place les mesures permettant d'effectuer les inspections périodiques de son équipement,
- soit cesser cette activité en démantèlement ses équipements et en les évacuants dans une filière adaptée. Dans ce cas il faudra justifier cette opération en transmettant le certificat de destruction sans délai.

ARTICLE 4 :

La société METAUX 116 est mise en demeure de respecter l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité Elle doit :

- soit se mettre en conformité en mettant en place les mesures permettant de justifier la requalification périodique de son équipement,
- soit cesser cette activité en démantèlement ses équipements et en les évacuant dans une filière adaptée. Dans ce cas il faudra justifier cette opération en transmettant le certificat de destruction sans délai.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la société METAUX 116 sera passible de sanctions administratives et pénales prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 7 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté est notifié au représentant de la société METAUX 116.

ARTICLE 8 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la directrice adjointe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète,
secrétaire générale adjointe

Sophie GUIROY

